

Enquête UDES-ViaVoice : Les nouvelles transitions sociales et écologiques vues par les Français

Propos liminaire:

Merci pour votre présence et bienvenue.

Avant de vous présenter les résultats de l'enquête Udes ViaVoice je vous rappelle que la **Convention de l'UDES prévue ce 23 mars** est ajournée en raison du contexte politique et social actuel. Nous vous tiendrons naturellement au courant de la nouvelle date retenue.

Concernant **la réforme des retraites**, je vous renvoie aux positions de l'UDES déjà exprimées à plusieurs reprises dans nos communiqués de presse et lors d'interviews. Je reste bien entendu à votre disposition, en marge de ce point presse, pour répondre à vos questions sur ce sujet d'actualité.

Introduction

Nous sommes donc réunis aujourd'hui pour vous présenter les résultats d'une **enquête menée avec l'Institut ViaVoice, avec le soutien d'Aésio mutuelle et d'UpCoop.**

Cette enquête qui interroge la responsabilité des employeurs face au dérèglement climatique n'est pas sans lien avec la crise sociale que nous traversons.

D'une part, l'entreprise reste le principal financeur de notre système de protection sociale : étudier le lien des Français à l'entreprise, l'améliorer, c'est permettre aux employeurs de continuer à créer de l'emploi en s'adaptant à la forte mutation du marché du travail.

D'autre part, étudier la relation à l'entreprise, l'affiner, l'ajuster aux attentes des Français et aux enjeux sociétaux et environnementaux, n'est-ce pas la meilleure manière de générer du lien social pacifié par le biais de l'entreprise et contribuer ainsi au vivre ensemble, cette nécessité qu'il nous faut impérativement préserver ?

Notre enquête s'inscrit dans la continuité de la démarche que l'UDES a mis en place depuis plus d'un an et s'est matérialisée par la mise en place d'un **plan de conduite du changement** auprès de nos adhérents et de leurs employeurs.

Une Charte d'engagement a été signée par nos adhérents.

Un appel des employeurs engagés a été lancé pour mettre en adéquation les valeurs que l'économie sociale et solidaire – solidarité et utilité sociale - avec nos pratiques dans la gestion des entreprises et des ressources humaines dans l'ESS.

Tous les jours nos employeurs confirment leur aptitude au changement et améliorent les pratiques en termes de dialogue social, de gouvernance démocratique, de parcours professionnel des salariés, de qualité de vie au travail et de pratiques vertueuses en matière d'environnement.

L'enjeu poursuivi est que chacune des structures de l'ESS soit en capacité de proposer un emploi de qualité et rende son activité et ses métiers plus attractifs. Puisque vous le savez : nous sommes toujours dans un contexte de fortes tensions dans l'emploi, avec plus de 90 000 postes à pourvoir dans plusieurs secteurs de l'ESS. Un vrai challenge qui ne se fera pas en un jour, nous en sommes conscients.

C'est ainsi qu'est née notre volonté d'être **des employeurs engagés** avec la conviction qu'« être employeur nous oblige et qu'être employeur de l'ESS nous engage ».

C'est dans la continuité que nous avons intitulé notre Convention du 23 mars « Employeurs engagés : la promesse de sens » et c'est dans ce cadre également que nous avons voulu mener cette enquête afin de clarifier les attentes des Français, tout en nous confortant dans la démarche d'affirmation de nos valeurs ESS et dans la voie d'une amélioration permanente de nos pratiques.

Abordons à présent l'enquête élaborée avec l'institut ViaVoice, représenté aujourd'hui par Thomas Genty, qui pourra répondre à vos questions d'ordre méthodologique ou d'analyse.

L'enquête a été réalisée en ligne du 25 au 29 janvier 2023 auprès d'un échantillon représentatif de Français majeurs. Elle a été structurée en trois parties : les enjeux écologiques, l'économie sociale et solidaire, Jeunesse et quête de sens.

SUR LES ENJEUX ECOLOGIQUES :

1. La réponse à la première question est intéressante car elle dégage deux tendances face à la nécessité d'agir contre le dérèglement climatique :
 - 33 % des répondants souhaitent un changement radical de notre société
 - Alors que **57 % préfèrent « améliorer ce qui ne fonctionne pas »** plus que « transformer la société »

Au regard de ces réponses, on peut dire aussi que 9 Français sur 10 refusent le *statu quo*, l'état actuel des choses.

POSITION DE L'UDES :

L'UDES travaille au quotidien avec ses adhérents pour y contribuer. Tout en étant consciente que nombre de ses adhérents souhaiteraient un changement plus rapide.

L'essentiel est que les acteurs de l'ESS se sentent concernés et agissent au cœur de ce changement pour une transition inclusive et juste.

Nous soutenons les initiatives comme TZCLD, nous sommes déjà très actifs dans le domaine du handicap ou encore de l'aide à domicile via nos adhérents....

Ce changement et cette amélioration progressive, les structures de l'économie sociale et solidaire en sont déjà actrices au quotidien à tous les moments de la vie des citoyens, dans tous nos territoires et nos partenaires permanents que sont les collectivités territoriales en sont conscients.

Et le changement en cours dans nos structures à l'avant garde d'initiatives et d'innovations sociales ne pourra pas se faire le concours inconditionnel des collectivités, dont nous sommes souvent tributaires en particulier dans le domaine de l'action sociale.

2. La 2^e question de l'enquête interpelle sur la responsabilité des acteurs de la vie économique, politique et citoyenne. Il est intéressant de voir que les Français interrogés sont convaincus à près de 50 % que **les choix des entreprises, des politiques et des individus ont « influence notable »** contre le dérèglement climatique.

Les entreprises sont en première ligne avec 52 % de « tout à fait », avant les politiques, puis les individus.

La réponse à la question suivante conforte la position déterminante des entreprises dans la lutte contre le changement climatique, puisque les répondants ont cité en premier lieu « le changement des mentalités des dirigeants » comme un facteur d'évolution.

Ensuite, quand il s'agit des moyens nécessaires à la lutte contre dérèglement climatique, on remarque que la clé est dans l'information, la sensibilisation et la compréhension des enjeux pour permettre ensuite d'agir concrètement.

POSITION DE L'UDES :

Le fait de pointer la responsabilité des acteurs économiques est un élément remarquable qui met en exergue le rôle déterminant des entreprises et des employeurs en tant que dirigeants, dans la prise de décision, les choix et les actions de sensibilisation et les mesures prises concrètement à leur échelle et qui peuvent avoir des effets en chaîne sur le reste de la société.

L'UDES a déjà mesuré l'enjeu et a pris ses responsabilités. L'Union agit en ce sens au travers de sa plateforme Valor'ess, ... complétée cette année par un module de mesure d'impact

environnemental. Cette plateforme s'inscrit dans un projet ambitieux, de plus grande ampleur qui se déploiera sur trois ans : Objectif Transitions 2025.

Trois objectifs :

- 1. Renforcer la capacité des structures de l'ESS** à adapter leurs modèles aux impératifs de la transition écologique et valoriser les initiatives dans les territoires ;
- 2. Outiller les employeurs de l'ESS** pour leur permettre d'évaluer l'impact social et environnemental de leurs activités et mieux intégrer cette dimension dans leur modèle socio-économique ;
- 3. Améliorer l'offre de formation professionnelle continue dans l'ESS** afin de faire monter en compétences les salariés et dirigeants sur les dimensions relatives à la transition écologique.

3 axes :

AXE 1 : Mobilisation des employeurs sur la transition écologique

- . Organisation des « **Rencontres des employeurs de l'ESS engagés dans la transition écologique** » ;
- . Déploiement d'un accompagnement dédié de 8 demi-journées ;
- . Création d'un « Kit d'outils » proposant un cadrage juridique sur les obligations et capacités d'initiatives en tant qu'employeur de l'ESS.

Les dates des rencontres à venir :

- mardi 25 avril : Bordeaux – Nouvelle-Aquitaine
- jeudi 11 mai : Paris – Ile-de-France
- mardi 16 mai : Montpellier – Occitanie
- mercredi 24 mai : Nantes – Pays de la Loire
- mardi 30 mai : Hauts-de-France
- mardi 27 juin : Ile de La Réunion

AXE 2 : Mesure de l'impact environnemental

- . Création d'un calculateur carbone de premiers pas, adapté à une pluralité de secteurs, intégré à la plateforme VALOR'ESS
- . Déploiement d'un parcours de formation à l'utilisation de l'outil

AXE 3 : Evolution des compétences

- . Monographies par branche professionnelle
- . Diagnostic d'impact sur les compétences des métiers de l'ESS ainsi que sur les mutations du travail induites par la transition écologique ;
- . Etude globale

SUR LE MODELE D'ENTREPRISE QUE REPRESENTE L'ESS :

3. La partie de l'enquête interrogeant les Français sur le modèle d'entreprise que représente l'économie sociale et solidaire est intéressante à plusieurs titres :

Après avoir expliqué aux répondants de quoi il s'agissait, il ressort qu'ils considèrent les entreprises de l'ESS majoritairement comme :

- **Un modèle d'entreprise attractif pour 71 % d'entre eux** dans lequel ils aimeraient travailler à 67 % !
- **Une alternative crédible aux modèles d'entreprises capitalistes traditionnelles à 64 %**
- Un modèle qui permet d'amortir les manques de l'Etat ou des collectivités locales pour 61 %
- Un modèle qui permet de mieux lutter contre le réchauffement climatique à 60 %

POSITION DE L'UDES :

Comment ne pas se réjouir de ces résultats en tant que président de l'UDES ?

1/ **Ils nous confortent dans nos principes et nos actions** en cours et à venir.

Les Français plébiscitent les valeurs de l'économie sociale, cette économie du quotidien présente 24h/sur 24h dans nos vies : l'accueil des enfants en bas âge, l'encadrement des élèves dans leurs activités parascolaires, l'animation d'activités culturelles et sportives, l'assurance, l'ouverture de circuits courts alimentaires, la production d'une énergie propre et de proximité, l'accompagnement de la perte d'autonomie... On ne le répètera jamais assez : l'économie sociale est le partenaire de notre quotidien quels que soient nos revenus.

L'UDES, représentée en région par plus de 500 mandataires, acteurs et employeurs de l'économie sociale et solidaire, est riche d'exemples **d'actions concrètes**.

Nos modèles d'entreprises répondent à ces attentes de sens ; l'utilité sociale est au cœur de tous nos projets, dont nous pouvons en citer certains :

- . en faveur de l'accès à l'emploi pour les publics qui en sont éloignés (missions locales, régies de quartier, Agefiph, Pôle emploi, projets Paca sur l'attractivité)
- . en faveur de l'égalité professionnelle (Bretagne, Grand Est, guides, événements, vidéos, etc.)
- . contre les discriminations de genre, autour du handicap.
- . en faveur d'une meilleure qualité de vie au travail (LabQVT, Auvergne-Rhône-Alpes, Pays de la Loire, partenariat Anact, guides, outils, etc.)
- . le projet OT25 bien évidemment.

2/ Ces résultats montrent également un **écart (mentionner le chiffre) entre l'intention et la réalité** : car si une majorité de répondants souhaite nous rejoindre, ils sont moins nombreux à nous rejoindre effectivement. A nous de renforcer notre attractivité. A nous de continuer à mettre en adéquation les valeurs portées par l'ESS avec la réalité des actions mises en place et notamment du management mené au quotidien dans les structures.

SUR LA JEUNESSE ET LA QUETE DE SENS

Pour les répondants, sans surprise, on apprend qu'un travail attractif doit d'abord :

- **se dérouler dans de bonnes conditions**
- **être justement rémunéré.**

Viennent ensuite l'importance de l'autonomie dans le poste, des responsabilités et des perspectives d'avenir.

Les valeurs défendues par l'entreprise sont citées par les plus jeunes de 18 à 34 ans, ainsi que les postes qui permettent d'être utiles à la société, en produisant des produits ou services, ou bien ceux qui contribuent à aider ses concitoyens en difficulté ou encore qui ont un impact positif sur l'environnement.

On constate donc qu'1 salarié sur 4 préfère ne pas travailler dans une entreprise dont l'impact social et environnemental n'est pas en phase avec ses valeurs.

Toutefois 39 % des sondés acceptent de rejoindre l'entreprise « qui ne fait pas parfaitement les choses en matière sociale et environnementale pour « essayer de changer les choses de l'intérieur ». Alors que 23 % demeurent indifférents à ces critères.

C'est résultats ne sont pas anodins.

On en déduit que **les employeurs les plus attractifs sont ceux qui ont travaillé leur raison d'être et leurs missions sociales et environnementales.**

POSITION DE L'UDES :

L'UDES est confortée dans ces résultats, tout en étant un peu bousculée.

Car il est vrai que nombre de nos métiers indispensables à la société et contribuant à sa cohésion sociale ne sont pas toujours suffisamment rémunérés.

L'UDES porte son plaidoyer à ce sujet auprès des pouvoirs publics pour réclamer une meilleure valorisation de tous ces métiers, essentiellement pratiqués au sein d'associations.

Nous avons comme d'autres secteurs, des enjeux forts en matière de recrutement.

Vous le savez : l'économie sociale et solidaire se caractérise par un grand nombre d'emplois vacants : plus de 90 000 au total dont 50 000 dans le médico-social, 20 000 dans l'aide à domicile et 20 000 dans le loisir et le sport.

Les métiers phares de l'ESS figurent en bonne place dans le palmarès des métiers en tension. Il s'agit notamment d'infirmiers, d'aides-soignants, d'éducateurs, d'accompagnateurs médico-sociaux, d'auxiliaires de vie et de puériculture ou encore de formateurs.

Les difficultés sont là, mais l'UDES et ses membres sont d'ores et déjà à l'action pour les résoudre avec :

- La démarche **Employeurs engagés**, citée précédemment.
- Notre **Portail de l'emploi dans l'ESS** qui depuis 10 ans draine plus de 4 000 offres en permanence.
- Les partenariats que nous nouons avec les milieux scolaires et universitaires. Dernièrement nous avons conclu une convention avec l'université de Paris-Panthéon-Assas et avec Sciences po Bordeaux pour croiser les attentes des jeunes et de nos employeurs et permettre la rencontre de notre offre et de leur demande !
- **Valor'ess et Objectif Transition 2025** : deux projets qui contribuent à l'engagement de nos structures dans l'amélioration de leur impact social et environnemental.
- Enfin, **une réflexion de fond sur les Jeunes et l'emploi** est en cours au sein de l'UDES et qui va donner naissance à une offre générique et des engagements concrets que l'UDES avance pour apporter des réponses aux employeurs de l'ESS face aux défis de l'attractivité de leurs métiers.

En cours, notre réflexion s'articule autour de six axes :

- . La connaissance de l'économie sociale et solidaire et de ses emplois
- . L'accès à l'emploi
- . La place des jeunes salariés dans les entreprises
- . Le cadre de travail
- . Les politiques de rémunération
- . Les parcours de carrière professionnelle

L'UDES et ses adhérents s'engagent par exemple à développer la présence des employeurs de l'ESS sur les lieux de vie et de formation des jeunes (lycées, universités...), poursuivre les efforts en matière de démocratie dans les entreprises et de participation des jeunes à la gouvernance, promouvoir et développer des échelles de rémunérations resserrées, assurer la promotion sociale des salariés et le développement des parcours professionnels par un effort important des branches professionnelles au-delà des taux légaux et développer le mentorat entre des jeunes en difficultés et des dirigeants de l'ESS.

Nous souhaitons que les jeunes retiennent en venant travailler dans l'ESS :

- ➡ L'ESS est un secteur porteur et fort d'une diversité de secteurs, de parcours et de métiers. Il y a du travail pour tous et on peut faire carrière dans l'ESS. On ne s'y ennue pas.

- Plus on est nombreux à s'engager plus on peut amorcer un virage pour un modèle de société alternatif. On peut contribuer à un monde plus juste et plus écologique et à défendre ensemble une autre vision du travail.
- Être salarié dans l'ESS c'est être acteur et au cœur du projet.
- Être salarié dans l'ESS c'est être accueilli et intégré dans les entreprises.
- Ce sont des métiers parfois difficiles, exigeants et contraignants mais cela oblige à innover pour travailler l'organisation du travail, les horaires, l'articulation des temps de vie et le soutien à l'aidance.
- Ce sont des métiers parfois moins rémunérés que dans le secteur privé lucratif, on sait que c'est un frein à l'attractivité des secteurs, les marges de manœuvres sont parfois faibles mais les employeurs s'engagent pour une plus grande transparence et équité dans les rémunérations avec des échelles de rémunération majoritairement de 1 à 10.

CONCLUSION :

Cette enquête est signifiante sur le « sens au travail » : les conditions d'emploi associées au métier sont déterminantes et l'UDES et ses adhérents travaillent à répondre à ces attentes.

L'ESS reste un modèle d'avenir et de société qui attire. Les Français, et notamment les jeunes, veulent s'inscrire dans ce modèle.

La question de l'utilité environnementale est désormais incluse dans les valeurs portées par l'ESS, en plus bien sûr de l'utilité sociale, et elle est un facteur d'attractivité

Cette étude est une démarche profondément inscrite dans nos ambitions et qui nous oblige à progresser, à valoriser nos engagements forts. Elle conforte nos ambitions et nous incite à progresser. Nous devons cela aux gens qui ont envie de nous faire confiance.

Les données recueillies ne peuvent qu'accélérer notre volonté d'être « employeurs engagés » dans la conduite du changement dans nos entreprises.